

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 40

Mont-de-Marsan, le 5 décembre 2025

Affaire suivie par Emmanuelle CHEMIN
Téléphone : 05 58 05 76 20
Courriel : emmanuelle.chemin@developpement-durable.gouv.fr
Références : DREAL/2025D/9819
Code AIOT : 0005205348

LEGUM'LAND S.A.

6, rue Emile Crouzet
40160 Ychoux

À l'attention de M. FOUETY

Objet : Levée de l'arrêté de mise en demeure DCPAT-BDLIT n° 2023-371

Monsieur le Directeur,

L'arrêté mentionné en objet en date du 7 août 2023 mettait la société LEGUM'LAND en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral, à savoir notamment réaliser les actions suivantes :

- prendre sous un mois des dispositions de surveillance du débit au départ de l'usine et à l'arrivée à la lagune pour s'assurer de façon permanente de l'intégrité de la canalisation et permettre d'agir rapidement en cas de fuite, quelle qu'en soit l'origine,
- surveiller sous un mois l'intégrité de la canalisation en réalisant une vérification annuelle (détection de fuite visuelle sur le sol) de la totalité de la canalisation par un huissier de justice,
- porter sous trois mois à la connaissance du préfet les modifications de fréquence de l'autosurveillance des effluents aqueux avec tous les éléments d'appréciation.

L'inspection réalisée le 4 novembre 2025 ainsi que la transmission d'un rapport à connaissance en octobre 2023 attestent d'une mise en conformité sur les points mentionnés ci-avant.

Ainsi, la mise en demeure prescrite par l'arrêté DCPAT-BDLIT n° 2023-371 du 7 août 2023 est levée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
L'adjointe au Chef de l'Unité bi-départementale



Véronique GAZDA